

Colloque international  
Quel budget minimum pour participer à la vie sociale ?  
Un débat européen sur les budgets de référence  
13 octobre 2015

– Gabrielle Bortolozzo : En premier lieu, on a une réunion une fois par mois avant la plénière du CNLE, de plus on a travaillé sur les budgets de référence et un peu sur le reste à vivre, c'est-à-dire : Nous, personnes en situation de précarité, comment réagissons-nous face à ce budget de référence ?

De ces réunions, on en a eu plusieurs. Une d'elle a été en collaboration avec Monsieur Didier Gélot et M. Bultez, pour voir la réaction des personnes face à ces chiffres, qui ne correspondent pas à notre situation.

– Dominique Rousset : Ça a été votre première observation à l'une et à l'autre. Ce serait peut-être plus confortable si on avait un micro pour Sarah, pour éviter de se pencher.

Voilà, et vous me direz après comment vous avez rejoint ce groupe l'une et l'autre.

Sarah, votre réaction a été la même ?

– Sarah Kebir : depuis tout à l'heure, je suis restée bloquée sur les 1 400 qu'on a évoqués ce matin, et je n'arrête pas de faire des calculs, je ne vois en vacances, je sais que je peux mettre de côté pour partir en vacances, mais on va parler de la réalité. Quand la personne sort d'un foyer d'accueil et se retrouve dans un appart' autonome...

– Dominique Rousset : ce qui a été votre cas. Combien de temps vous avez passé en foyer ?

– Sarah Kebir : quatre ans. Et quand on en sort, c'est une réussite, c'est un pas vers l'autonomie, vers tout, mais dès qu'on sort d'un foyer d'accueil, il y a les aides et l'accompagnement qui cessent. Donc la personne se retrouve face à son revenu faible, face à une vie qu'elle a du mal à gérer financièrement et elle n'a comme ami que le crédit. Pourquoi le crédit ? Quand on fait des soins, que ce soit des soins dentaires ou les lunettes, peu importe, on prend toute l'année pour régler ce qu'on doit, et c'est tout le temps comme ça. On veut acheter quelque chose, il faut faire un crédit. J'ai une allocation, mais j'ai l'impression qu'on me la vole. Car à peine elle rentre, il y a un vide. Je sais qu'il y a l'assurance, le crédit, l'électricité, et du coup, tout ce qui est alimentation, tout ça, ne passe pas en priorité. Moi, du moment que je peux acheter des croquettes pour le chat, ça me suffit.

– Donc vous ne vous retrouvez pas dans ces 1 400 qui pourtant s’approchent de près du budget moyen.

– Sarah Kebir : Non, mais je ne suis pas contre.

– Dominique Rousset : Gabrielle s’est retrouvée à Paris après avoir vécu à l’étranger. Sarah est de Montpellier, dans un village assez excentré, on va revenir sur les problèmes de transport. Gabrielle, mêmes difficultés, vous ne vous retrouvez pas dans ce budget de référence tel qu’il est établi actuellement.

– Gabrielle Bortolozzo : effectivement, je suis revenue de l’étranger, j’ai été déconnectée de la France pendant 23 ans. Je suis retournée pour essayer de trouver un travail. La situation ne m’a pas permis d’y arriver et je suis accueillie dans une association qui s’appelle Les petits frères des pauvres, qui m’a orientée et m’a fait, d’une certaine manière, aller vers le RSA et en faire la demande, car je n’avais absolument aucun revenu. Donc oui, quand on voit le budget de référence, et qu’on le compare au RSA, on se dit que la marge est vraiment énorme. Le manque est vraiment énorme. Donc, ce que je voudrais faire remarquer maintenant, ce n’est pas tellement le niveau économique, et ceci, le budget de référence le soulève aussi, c’est la nécessité de rester actif dans la société, même quand on n’a pas l’économie. Quand notre vie est chamboulée, qu’un tsunami nous arrive dessus et qu’on se retrouve sans rien, en fait, on ne devient plus personne face à la société. Et ça, la société a encore, bien qu’il y ait des changements, un regard très négatif vers les personnes qui n’ont pas de statut social, pas de statut familial, qui n’ont pas un nom ou un renom. Et alors, ce qu’il faut, à un moment donné, c’est se remettre en question, non seulement notre vie économique (habitudes, nécessités), mais nous-mêmes, on est obligés de se remettre en question. Et tout à coup, on se rend compte qu’on a de l’orgueil et que notre orgueil, on doit le travailler. Et je considère qu’on a deux orgueils, d’abord l’humilité à laquelle il faut qu’on arrive. Car quand on a besoin d’une association alors qu’on a toujours été indépendant dans sa vie et qu’on a plutôt donné que reçu, s’adresser à une association, c’est très difficile. En plus, on se sent pris en main comme si on était des enfants, comme si on ne savait plus rien faire. Et le deuxième orgueil, c’est celui de ne pas s’abandonner soi-même. Et ça, c’est très difficile parce que c’est un pas très compliqué. Beaucoup de personnes n’y arrivent pas. Pour y arriver, il y a bien sûr les aides des associations, mais aussi toute l’aide de notre entourage et des personnes qui sont comme nous. Mais surtout je crois, notre propre aide personnelle.

– Dominique Rousset : je crois qu’en deux phrases, Gabrielle vient de nous dire tout le fondement de la réflexion sur le budget de référence, d’abord l’image de soi qu’il faut arriver à maintenir, même si on a le sentiment d’être un peu mis de côté, voire un peu méprisé tout simplement parce qu’on n’a plus de moyens

financiers. Et deuxièmement, se sentir exclus d'une vie sociale, donc ça rejoint les points dont on a traité de manière plus technique ce matin. Comment avez-vous travaillé dans ces réunions, dans cette méthode ? Vous étiez dans le même groupe, chacun intervenait à tour de rôle ?

– Sarah Kebir : c'était plus des débats, parce qu'on est 8 personnes, plus la personne qui se charge du groupe, et en fait, on parle par exemple des besoins.

– Dominique Rousset : on leur donne une priorité ?

– Sarah Kebir : Voilà, on regarde de quoi on a besoin dans la vie, quel est l'essentiel. On a parlé du fait aussi qu'on vive dans des communes, parce que là, les besoins diffèrent l'accès au transport n'est pas facile, surtout pour les personnes en situation de handicap. Je suis obligée de parler de ça parce que je le vis. Je vis dans un village où il y a du transport, il y a un bus, mais il n'est pas accessible. La mairie a mis en place un transport pour les personnes à mobilité réduite mais il faut réserver deux semaines à l'avance, c'est à 2,50 euros, donc il faut prévoir.

– Dominique Rousset : qu'est-ce que vous avez listé en premier, le transport, j'imagine ?

– Le transport.

– Et de quoi vous avez voulu parler en premier dans la liste des désirs, des besoins ?

– Sarah Kebir : on n'a pas arrêté de parler voyages, loisirs. Il y a deux personnes dans le groupe qui vivent à Paris, ils n'ont pas arrêté de nous dire : nous, l'association nous a offert ça, on est parti en vacances. Il n'y avait que ça. Au niveau de Paris, on offre aux personnes en situation de précarité des vacances. Ça m'a frappée, ça m'a même touché, parce que les vacances, moi, ça fait un bon moment que j'ai mis ça de côté. Parce qu'il y a toujours une priorité, il y a toujours quelque chose à payer avant les vacances.

– Dominique Rousset : l'habillement, les soins, les charges...

– Gabrielle Bortolozzo : il y a des personnes qui sont parties en vacances, mais sans l'association, elles auraient fait comme tout le monde.

– Sarah Kebir : nous, on n'a pas l'association...

– Gabrielle Bortolozzo : ce que je veux relever aussi sur le travail de notre groupe c'est qu'en fait, on a beaucoup discuté des restrictions. De quoi on se prive. Et souvent, comme le dit Sarah, quand on a un handicap, une maladie de longue durée, on se prive de soins élémentaires, des crèmes qui ne sont pas prises en charge par la sécurité sociale, on ne peut pas toujours se les permettre. Et il y a d'autres restrictions, les quantités sont nombreuses, on ne va pas en faire la liste. Mais on a parlé aussi du système D.

– Dominique Rousset : vous trouvez des stratégies, que vous échangez.

– Gabrielle Bortolozzo : on a fait un tableau, chaque personne a essayé de le remplir selon ses capacités, et sur ce tableau, on a mis nos besoins. Mais les nôtres, ce sont les mêmes que ceux de tout le monde, il ne faut pas rêver non plus !

– Dominique Rousset : exemple ?

– Gabrielle Bortolozzo : l'alimentation, le logement, les soins, mais aussi le vestimentaire, l'aspect. Souvent, j'ai été confrontée à des situations très particulières et je me suis vue jouer la comédie, jouer des rôles suivant la nécessité. C'est-à-dire, quand j'ai eu besoin d'avoir accès à une aide sociale, je me suis présentée une fois en jean et chemisier, et on m'a dit : Madame, qu'est-ce que vous venez faire là ? On a rempli un dossier, mais je n'ai jamais eu de réponse. La fois d'après, comme ça n'aboutissait pas, et que j'avais besoin d'aide, j'emménageais et je n'avais rien dans le logement, j'ai mis un vieux jogging, et là, on m'a prise en main. Donc si vous avez besoin d'aide, il faut vraiment avoir l'air d'un pauvre. Par contre, si vous cherchez un emploi, c'est l'inverse, vous ne pouvez pas aller comme un pauvre, parce qu'on ne vous fera pas confiance.

– Sarah Kebir : tu n'as pas l'air d'une pauvre, tout simplement.

– Gabrielle Bortolozzo : selon la vision de la société, vous avez chu dans votre vie professionnelle, vous n'avez pas réussi, vous êtes un perdant, donc, si de plus vous avez une attitude et un aspect de perdant, on ne va jamais vous embaucher, c'est évident !

– Dominique Rousset : c'est très important cet aspect vestimentaire, avoir un vieux jogging sale pour faire pitié ou apparaître presque trop... C'est très important.

– Gabrielle Bortolozzo : moi, j'ai été riche, j'ai été pauvre, et j'ai été très pauvre. Je peux vous parler un petit peu de tout. Quand on a les moyens, on ne se pose

jamais la question, on ne regarde jamais les autres et on n'a pas ce genre de souci de jouer des rôles !

– Dominique Rousset : on ne nous le demande pas à nous, quand on a un travail normal...

– Gabrielle Bortolozzo : mais quand on se retrouve dans notre situation, comme **il faut jouer le jeu de la société**, eh bien on est obligé de jouer des rôles.

– Dominique Rousset : si on continue un peu plus loin dans la discussion, et pour recouper ce qu'on a entendu ce matin, les stratégies qu'utilisent les personnes en difficulté, qu'est-ce qu'il faut avoir ? Une association ? Qui peut permettre de partir en vacances. Quels sont les bons plans ? Les solutions alternatives qu'on peut inventer, ou s'entraider parce que vous parlez beaucoup entre vous, c'était l'objectif des collègues.

– Gabrielle Bortolozzo : dans mon entourage, il y a des personnes qui savent vraiment se débrouiller, qui se sont prises en main, qui font leurs vêtements elles-mêmes, qui vont aux puces au lieu d'aller dans les boutiques, qui s'arrangent d'un rien, savent se débrouiller pour manger...

– Dominique Rousset : Qui cherchent les promos, les gratuits, etc.

– Oui, qui font les fins de marché. Mais même au niveau aspect, il y a un tas de trucs. Par exemple, pourquoi acheter du dentifrice ? Ça coûte de l'argent. On peut très bien se débrouiller avec du bicarbonate de sodium et de l'eau oxygénée. On a des dents impeccables.

– Sarah Kebir : Moi, j'allais aux Galeries Lafayette car je pouvais me mettre du parfum sans payer. Du coup, pour les rendez-vous, j'allais Là-bas. Ma mère est là, elle m'aide beaucoup, mon copain aussi. On partage beaucoup de choses ensemble.

– Dominique Rousset : et l'aide extérieure, les voisins, les amis...

– Sarah Kebir : quand on est en appart' autonome, il faut le savoir, moi, je n'ai pas d'assistante sociale qui peut remplir un dossier, il faut que je le fasse seule. Quand on sort, on devient locataire, je vis dans un village où j'ai l'impression que tout le monde est riche à part moi. Ça fait un an, mais j'ai toujours besoin, je suis obligée de faire tout toute seule, je peux compter sur ma mère, parce que je suis partie, mais les portes se referment, il y a toujours : non, tu es locataire, tu as une allocation, on ne peut rien faire. On parle souvent du reste à vivre, mais

c'est ça en fait, il ne me reste pas. Parce qu'il y a beaucoup de crédits, beaucoup de dettes, beaucoup de charges. Je fais tellement attention que le courrier, je ne l'ouvre pas parce que je vis avec cette peur, je refuse de voir mon courrier, ma mère passe me voir le week-end, je lui laisse cette charge, du coup, je ne suis pas choquée. Il y a tout le temps cette peur-là.

– Dominique Rousset : Vous m'avez dit avant cette journée : j'ai peur de me retrouver sans rien même s'il n'y a rien.

Ça dit un peu tout.

Vous avez parlé de papiers, j'ai relevé tout à l'heure, Gabrielle, vous avez dit : remplir un papier. Mais remplir un papier, c'est quand même utile d'avoir un ordinateur par exemple. Ce n'est pas du superflu, appeler, faire des démarches, un téléphone portable, ça fait des choses dont vous avez parlé comme étant des choses nécessaires ?

– Gabrielle Bortolozzo : oui, même aujourd'hui, si on cherche un emploi, la plupart du temps on nous demande d'envoyer le CV par Internet. Donc déjà, ça nous oblige quand même à savoir utiliser un ordinateur. Ensuite, pour toutes mes recherches, et j'ai beaucoup de curiosité, j'ai besoin d'avoir les informations que je trouve toujours sur Internet. Mais surtout, j'ai fait mes choix. Maintenant, je m'en sors parce que j'ai réussi à trouver des systèmes et à me débrouiller, mais j'ai été dans des situations vraiment dramatiques. À un moment donné, j'ai quand même donné la priorité à la connexion Internet, parce que ce que je ne voulais pas, c'était de me retrouver dans l'isolement total, loin de mes enfants, de ma famille. C'est ce qui me permet de ne pas m'effondrer, ce contact avec mes enfants.

– Dominique Rousset : Gabrielle a quatre enfants et quatre petits-enfants.

– Gabrielle Bortolozzo : oui, ils sont tous très loin, et je les vois une fois tous les deux ans. L'an dernier, j'ai pu faire ce voyage, je suis allé voir mes enfants et petits-enfants, pas tous, je ne peux pas les voir tous en même temps, mais ceci grâce à l'aide de l'association.

– Gabrielle Bortolozzo : j'aimerais dire quelque chose, ce matin j'ai été interpellé par une réflexion de M. Donald Hirsch, quand il parlait du mérite de vie. En dessous du budget de référence, est-ce qu'on a ce mérite de vie ? Il y a le mérite par l'attitude de la personne, l'action etc., mais c'est vrai que quand on se dit qu'on n'a pas ces 1 400, 1 500 euros, "qu'est-ce que je mérite" ? C'est curieux, ça a fait une réflexion inverse sur soi-même. On se dit : je n'ai pas ça, alors qu'est-ce que je mérite ? Est-ce que je peux aller au cinéma, chez le coiffeur etc., non.

– Je n’ai pas écouté la traduction, il me semble qu’il y a un petit problème. Si on considérait des personnes pauvres, la question pouvait être interprétée sur non pas de quoi ont besoin ces personnes pauvres, mais ce qu’elles mériteraient d’avoir. C’était ça le sens de la remarque de Donald Hirsch. Cela n’a rien à voir avec ce que méritent les personnes elles-mêmes. C’était pour différencier, quand on interroge les populations, soit on identifie une personne, juste une femme, un homme, soit on la caractérise socialement, et là le risque de la réponse c’est : cette personne, ce ne sont pas ses besoins qu’on regarde, mais ce qu’elle mériterait.

– Gabrielle Bortolozzo : mais la question se pose quand même. Se dire : si je suis en dessous de ce niveau qui a été étudié, avec ces résultats... si je suis en dessous, pourquoi suis-je en dessous ? Qu’est-ce que j’ai fait pour ne pas être à ce niveau ? On peut se demander à soi-même dans quelle catégorie on rentre.

– Donald Hirsch : je crois qu’on doit faire attention à la manière dont on s’exprime. Quand on définit les minima sociaux, on essaie d’arriver à un consensus. Si nous avons commencé à parler seulement de ce que les pauvres devraient avoir ce serait rapidement une discussion politique sur ce que ces personnes méritent d’avoir. Quand on parle du budget de référence, on essaie de se mettre d’accord sur les besoins de la personne, et ces besoins sont définis en fonction de ce qu’on devrait avoir pour atteindre un certain niveau de vie. Il ne serait pas réaliste de demander au public ce que les gens méritent. La question serait mal posée. Il faut leur demander de quoi ils ont besoin en suffisance. Il n’est pas question de porter un jugement.

Une fois qu’on connaît les besoins de la personne, à ce moment-là on peut commencer à discuter, débattre de la question de savoir si oui ou non tout le monde devrait avoir ce dont il a besoin. Est-ce que chacun ne mérite pas d’avoir tout ce dont il a besoin.

Ensuite le dialogue social s’engage sur la base de ces résultats, pourquoi est-ce que les gens n’ont pas ce dont ils ont besoin, ne le méritent-ils donc pas ?

– Gabrielle Bortolozzo : je voulais m’excuser auprès de M. Donald Hirsch, je ne voulais pas mal l’interpréter. Mais cette petite phrase m’a fait réfléchir d’une autre manière, sur moi-même.

– Gabrielle Bortolozzo : non, si ce n’est que la situation de précarité est beaucoup plus importante que ce que j’ai pu représenter actuellement. Et on sait qu’il y a ces travailleurs pauvres... il ne faut pas les oublier, les femmes seules avec des enfants... et j’espère que ce budget de référence va devenir une référence.

– Sarah Kebir : elle a tout dit.